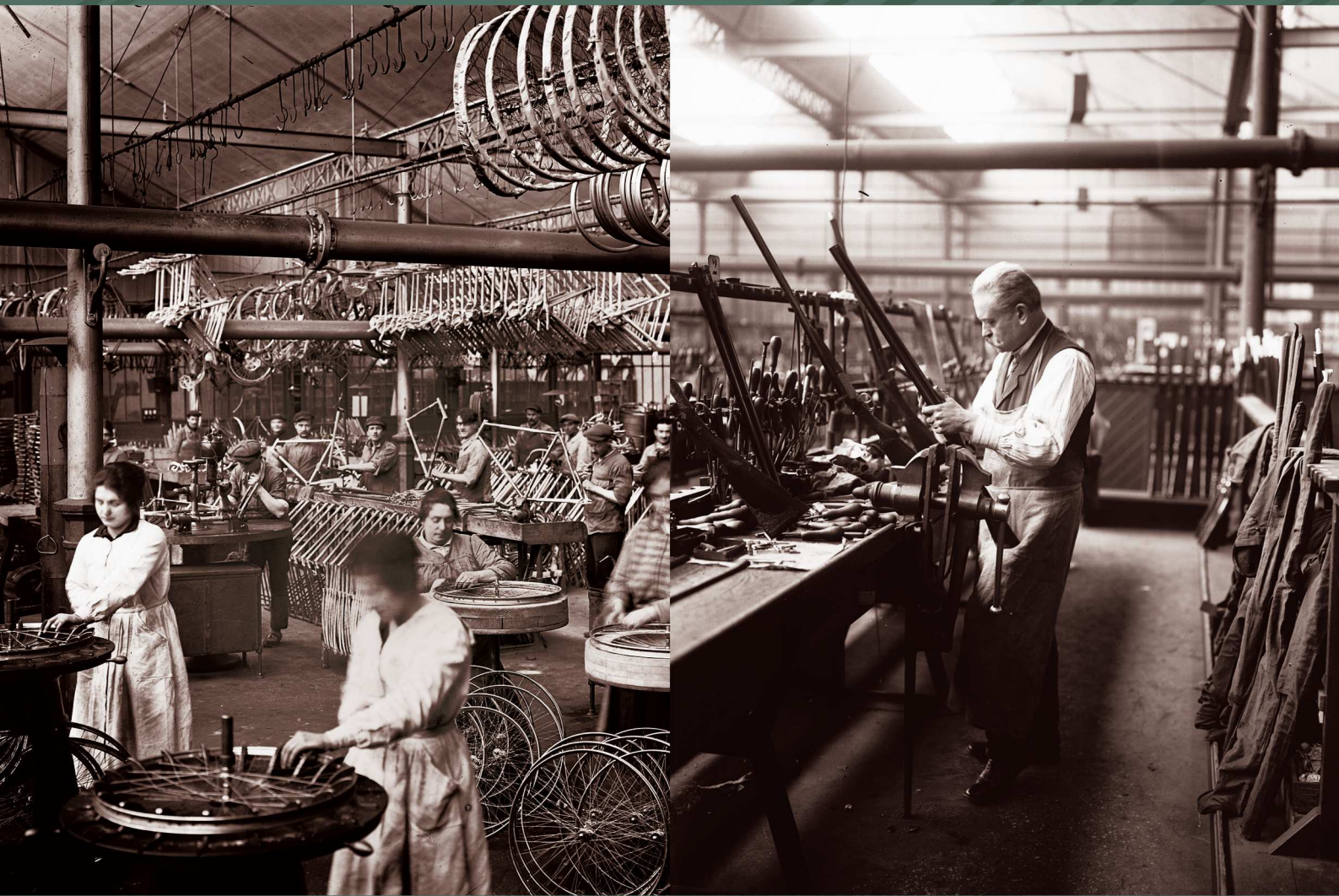


MANUFRANCE HISTOIRE ET ARCHIVES



RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

236 J

Manufrance gérée par Me Euchin, syndic liquidateur

1949-1997

Fonds Manufrance en règlement judiciaire puis en liquidation de biens géré par M^e Euchin

Ces archives ont été remises par Yves Euchin, syndic liquidateur, aux Archives départementales de la Loire en décembre 1997 et en février 1998.

Parmi les cinq versements effectués, seuls ceux du 4 décembre 1997 et du 27 février 1998 n'ont pas été réintégrés dans le fonds *Manufrance* car ils contenaient de manière indissociable des archives relatives à la liquidation et des archives antérieures de l'entreprise.

Présentation historique

Le tribunal de commerce de Lyon constate la situation de l'entreprise lors de son audience du 7 février 1979 et prononce le règlement judiciaire de *Manufrance* ; il fixe provisoirement la date de cessation de paiement au 31 mai 1977. Ce jugement est confirmé le surlendemain par le tribunal de commerce de Saint-Etienne, dans le ressort duquel se situe le siège social de la société.

Conformément à ladite loi (article 8), un juge-commissaire, en la personne de Jacques Plaine, est aussitôt nommé et spécialement chargé de surveiller et d'accélérer sous l'autorité du tribunal les opérations et la gestion du règlement judiciaire. Deux syndics sont également immédiatement désignés : M^e Jean-Pierre Dutrievoz (domicilié 15 rue de la Paix à Saint-Etienne) et M^e Henry Rossignol (domicilié 33 rue de la République à Lyon)¹. Les administrateurs judiciaires sont chargés de conduire les opérations du redressement : établir et vérifier la liste des créanciers, dresser l'inventaire des actifs, proposer des solutions de règlement et gérer leur mise en œuvre, suivre les contrats et d'éventuels contentieux, etc. L'objectif poursuivi est de permettre à la société de relancer son activité.

Vu l'importance et le rayonnement de *Manufrance* à la fin des années 1970, l'établissement de la liste de ses créanciers prend un an. L'état des créances arrêté en février 1980 recense plus de 3500 créanciers pour un montant total de près de 450 millions de francs.

Pour permettre de relancer l'activité et juguler les pertes financières de la société, le juge-commissaire autorise la société *Manufrance*, par ordonnances du 9 février et du 22 mai 1979 et en application de l'article 24 de la loi du 13 juillet 1967, à poursuivre son exploitation jusqu'à la signature d'un contrat de location-gérance. En juin 1979, il autorise la conclusion d'un contrat avec la *Société Nouvelle Manufrance* (société d'exploitation des fonds de la SA Manufrance créée à cette fin) mais cette solution s'avère très rapidement non viable. La

¹ Maître Henry Rossignol, syndic, est remplacé par Maître Hervé Besançon, syndic, par jugement du 19 janvier 1982.

Société Nouvelle Manufrance qui fait face à de graves difficultés financières est elle-même placée en liquidation de biens par jugement du 22 octobre 1980 (M^e Portalier de Saint-Etienne est désigné syndic).

Dès lors, pour « sauvegarder » la valeur du fonds de commerce, l'activité de *Manufrance* est divisée en trois ensembles confiés en location-gérance :

- Un contrat de location-gérance pour l'exploitation du *Chasseur français* est conclu avec la *Société d'édition et d'exploitation du Chasseur français*, société constituée à cet effet et dont le siège est à Paris, à compter du 1^{er} février 1981 pour 5 ans (autorisation par jugement du 19 décembre 1980) ;
- Un contrat de location-gérance pour l'exploitation de la vente par correspondance est conclu avec la société *Movitex*, société dont le siège est à Wasquehal, à compter du 1^{er} janvier 1981 pour 5 ans (autorisation par jugement du 19 décembre 1980) ;
- Un contrat de location-gérance pour l'exploitation de la partie du fonds de commerce dénommée « Division des produits manufacturés » est conclu avec la Société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOPD-*Manufrance*), à compter du 1^{er} juillet 1981 pour 5 ans (autorisation par jugement du 22 juin 1981).

Le contrat de location de la vente par correspondance rencontre rapidement des difficultés financières. Critiqué et contredit, le contrat initial est annulé par jugement de la Cour d'appel de Lyon du 1^{er} juillet 1982. Un nouveau contrat est établi en novembre 1982. Toutefois, un désaccord demeure entre *Manufrance* et la société locataire sur certaines conditions contractuelles et le contrat est définitivement annulé par un jugement du 27 juin 1984 qui condamne en outre *Manufrance* à payer une somme de plus de 10 millions de francs à *Movitex*. Un protocole d'accord est conclu en décembre 1985 pour mettre fin à ce contentieux.

Parallèlement à la gestion de l'exploitation commerciale, les syndicats organisent la cession d'actifs et la vente de biens immobiliers pour assainir les finances de la société :

- Les magasins métropolitains sont vendus à la société Segero Dolle par acte notarié du 28 juin 1982 (homologué par le tribunal de commerce en date du 19 octobre 1982) pour un prix global de plus de 54 millions de francs ;
- L'entrepôt de la zone industrielle de Molina-la-Chazotte est cédé par acte notarié du 3 janvier 1984 pour un montant de 31 millions de francs ;
- Les terrains et bâtiments de la rue Poÿlo dit « Duché » sont cédés en 1982 à la ville de Saint-Etienne pour un montant de 3,5 millions de francs cette dernière devant les rétrocéder à la *SCOPD Manufrance*

Toutes ces opérations sont menées dans un contexte économique et social difficile tant au niveau local qu'au niveau national et les syndicats doivent également gérer de nombreux contentieux pour défendre au mieux les intérêts de la société et des créanciers.

Alors que les contrats de location-gérance sont dénoncés, *Manufrance* ne peut pas reprendre directement l'activité de son exploitation faute de moyens financiers et juridiques suffisants. Le conseil d'administration de la société dépose des propositions concordataires à ses créanciers en septembre 1984 mais le juge-commissaire, dans son rapport en date du 13 décembre 1985, et les syndicats, par leur requête du 12 décembre 1985, les estiment irréalistes. Selon leur analyse, il est préférable, dans l'intérêt des créanciers, que la conversion du règlement judiciaire en liquidation des biens soit prononcée. Les syndicats pensent en effet que la société ne peut plus être sauvée.

Après avoir entendu le président du conseil d'administration de *Manufrance*, le tribunal de commerce de Saint-Etienne convertit le règlement judiciaire en liquidation des biens dans son jugement du 19 février 1986. La liquidation des biens, mesure qui succède sans interruption au règlement judiciaire et dans le même cadre juridique, reste placée sous le

contrôle du juge-commissaire Jacques Plaine et des syndics Dutrievoz et Besançon. A partir de cette date, les administrateurs sont chargés de solder l'ensemble des actifs de la société *Manufrance* sans espoir de reprise.

La procédure de liquidation des biens entamée début 1986 va durer plus de onze années. Par jugement du 9 mai 1986, l'administrateur judiciaire Yves Euchin est nommé syndic en remplacement de Maître Dutrievoz et, l'année suivante en avril 1987, Yves Grenier est nommé juge-commissaire en remplacement de Jacques Plaine.

La gestion de la liquidation conduit les administrateurs à procéder à la cession des derniers actifs de *Manufrance* et à régler les différents contentieux dans lesquels la société est impliquée pour garantir la meilleure issue possible pour les créanciers.

Par jugement du 3 mai 1988, le tribunal de commerce autorise la vente aux enchères des brevets et marques, forme de vente inédite en France jusqu'à cette date. La vente fixée au 20 juin 1988 rapporte 3,5 millions de francs. Compte tenu de la renommée et du rayonnement de la société la préparation juridique de cette vente a nécessité une analyse juridique importante notamment sur les droits de propriété industrielle. Les marques n'ayant pas trouvé preneur ne seront plus maintenues après 1994.

Les administrateurs assurent également le suivi de nombreux contentieux dans lesquels *Manufrance* est engagée et qui ont un retentissement important tant au niveau médiatique que pour les anciens personnels. On citera par exemple celui qui oppose *Manufrance* à l'AGS (association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés) ou celui avec l'URSSAF.

En 1997, après avoir récupéré un peu plus de 52% de sa créance sur la *Société Nouvelle Manufrance* à la clôture de la liquidation des biens de cette dernière (soit 32 millions de francs), Yves Euchin demande au juge-commissaire de l'autoriser à clore à son tour les opérations de liquidation de *Manufrance*. En effet, la procédure de liquidation des biens de la *SCOPD-Manufrance* s'annonce encore très longue et il n'est pas certain que des dividendes reviennent aux créanciers (dont la société *Manufrance* à hauteur d'environ 2,7 millions de francs). Par ordonnance du 4 décembre 1997, en application de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1967, le juge-commissaire autorise le syndic à entreprendre les opérations de clôture et à répartir les fonds restants de *Manufrance* aux derniers créanciers.

Présentation du contenu

Le fonds remis par les syndics se compose à la fois de documents relatifs à la poursuite de la gestion de la société *Manufrance* et de documents relatifs à la liquidation des biens. Cet ensemble permet de compléter la sous-série 63J pour la période postérieure à 1979-1980 en ce qui concerne les actionnaires et les assemblées générales, les dossiers de direction, de gestion du personnel, de gestion financière et patrimoniale. Il permet également de retracer les étapes de liquidation, des cessions des actifs et les relations avec les créanciers. A la fin du fonds ont été placés des documents partiellement brûlés dans les locaux de *Manufrance* le 30 janvier 1981 et récupérés par les syndics.

Ont été éliminés dans la mesure où les grands livres récapitulatifs étaient présents :

- les fiches d'opérations comptables et pièces justificatives de comptabilité (1980-1993),
- des états de rapprochement bancaire et relevés de comptes (1980)
- des journaux auxiliaires et copies de journaux auxiliaires (1981-1982)

Conditions d'accès et d'utilisation

Le délai de libre communicabilité fixé à 75 ans par analogie avec les dossiers portés devant les juridictions. Dérogation sur autorisation du directeur des Archives départementales.

Certains documents qui ont été partiellement brûlés sont en très mauvais état et leur manipulation est très délicate. Ils ne sont pas communicables sauf sur demande motivée et par autorisation spéciale du directeur des Archives départementales.

Instrument de recherche

236 J - Fonds d'entreprises en redressement judiciaire gérés par Me Euchin

236 J 1 - 368 - Manufrance

Sommaire

Fonctionnement de la société	236 J 1 - 28
Actionnaires	236 J 1 - 10
Assemblées générales et conseil d'administration	236 J 11 - 28
Direction	236 J 29 - 52
Litiges et contentieux	236 J 53 - 78
Gestion du personnel	236 J 79 - 87
Affaires financières	236 J 88 - 90
Comptabilité	236 J 91 - 121
Gestion des biens et liquidation	236 J 122 - 366
Généralités	236 J 122 - 130
Immeubles et matériel	236 J 131 - 161
Marques, brevets et modèles	236 J 162 - 165
Vente par correspondance et le <i>Chasseur français</i>	236 J 166 - 175

Titres de participation et de placement	236 J 176
Immobilisations diverses	236 J 177 - 183
Recouvrement de créances	236 J 184 - 222
Règlement de créances	236 J 223 - 366
Documents brûlés le 30 janvier 1981 et mis à part	236 J 367 - 368

Modalités de classement (dans présentation générale)

Les archives sont conditionnées en caisse et sommairement identifiées à leur entrée aux Archives départementales de la Loire. L'opération de classement, d'analyse et de reconditionnement a été faite par le service « Archives contemporaines » des Archives départementales en 2012-2013.

Les documents créés ou rassemblés pendant la période de l'administration judiciaire, soit de 1979 à 1997, couvrent la période 1949 à 1998.

Pour le contrat concernant le fonds de commerce « Division des produits manufacturés », la SCOPD *Manufrance*, portée par d'anciens employés, rencontre dès 1982 de nombreuses difficultés financières et ne peut honorer certaines clauses du contrat de location-gérance notamment au sujet de l'exploitation de la vente par correspondance et du magasin du cours Fauriel sans autorisation. Attaquée en justice par la société Manufrance, elle est condamnée par jugement du 14 mars 1984. Une année plus tard, par jugement du 10 avril 1985, la SCOPD est déclarée en état de liquidation de biens ; maître Charrière de Saint-Etienne est désigné comme syndic.

**FONDS D'ENTREPRISES EN REDRESSEMENT
JUDICIAIRE GÉRES PAR M^E EUCHIN**

**236 J 1 - 368 - MANUFRANCE
EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

ACTIONNAIRES

- 236 J 1** Actionnaires : fiches individuelles par ordre alphabétique (s.d.),
courriers divers. 1982 - 1992
- 236 J 2 - 4** Certificats nominatifs entièrement libérés. 1967 - 1984
- 236 J 2** Talons des certificats 501 à 754 (1967-1979) et des
certificats 801 à 1040 (1982). 1967 - 1982
- 236 J 3 - 4** Registres à souche. 1982 - 1984
- 236 J 3** Certificats 1041 à 2018 (registres 1 à 29). 1982
- 236 J 4** Certificats 2019 à 2701 (registres 30 à 44). 1982 - 1984
- 236 J 5 - 7** Certificats nominatifs non dématérialisés. 1965 - 1988
- 236 J 5** Registres des conversions des certificats sans numéro de
1965 à 1973 puis des certificats 801 à 1543. 1965 - 1982
- 236 J 6 - J 7** Renvoi suite à la liquidation du 19 février 1986. 1984 - 1988
- 236 J 6** Banques et agents de change. 1986 - 1987
- 236 J 7** Particuliers et renvoi d'octobre 1988.
Comprend aussi : dématérialisation et actions au porteur : docu-
mentation, correspondance (1984-1985). 1984 - 1988
- 236 J 8** Conversion d'actions : bordereaux de dépôt, correspondance,
cahier des certificats à créer. 1983 - 1984
- 236 J 9 - 10** Transferts d'actions : bordereaux de dépôt, certificats,
correspondance. 1976 - 1986
- 236 J 9** 1976-1983.
236 J 10 1983-1986.

Assemblées générales et Conseil d'administration

236 J 11 - 27 Assemblées générales.

1949 - 1986

236 J 11 Procès-verbaux (1949-1970, 1972-1979, 1981-1986) et statuts (1978, 1985).

Comprend également les procès-verbaux des assemblées générales de la compagnie financière de Manufrance (COGIFRANCE) (1978-1979).

1949 - 1986

236 J 12 - 27 Dossier de séance : convocations, pouvoirs, vote des résolutions, feuilles de présence, rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, projet du procès-verbal, correspondance.

1979 - 1986

236 J 12 Assemblée générale du 26 septembre 1979.

236 J 13 Assemblée générale du 30 juin 1980.

236 J 14 Assemblée générale du 27 novembre 1981.

236 J 15 Assemblée générale du 25 juin 1982.

236 J 16 - 18 Assemblée générale du 27 septembre 1983.

236 J 16 Convocations, pouvoirs, vote des résolutions, rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, projet du procès-verbal, correspondance.

236 J 17 Feuilles de présence, liste des actionnaires, liste des actions n'appartenant à aucun certificat.

236 J 18 "Journal des opérations" listant les actionnaires et les numéros d'actions.

Classement par ordre numérique des certificats.

236 J 19 - 23 Assemblée générale du 27 novembre 1984.

236 J 19 Convocations, vote des résolutions, rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, projet du procès-verbal, correspondance.

236 J 20 Pouvoirs.

236 J 21 Feuilles de présence.

236 J 22 Liste des actionnaires, liste des actions n'appartenant à aucun certificat.

236 J 23 "Journal des opérations" listant les actionnaires et les numéros d'actions.

Classement par ordre numérique des certificats.

236 J 24 - 25 Assemblée générale du 5 novembre 1985.

236 J 24 Pouvoirs.

236 J 25 Dossier de séance.

Contient notamment les comptes rendus de l'assemblée générale, les votes des résolutions, le procès-verbal du conseil d'administration.

- 236 J 26 - 27 Assemblée générale du 25 novembre 1986.
236 J 26 Convocations, demandes de cartes d'admission, feuilles de présence, vote des résolutions, procès-verbal des résultats, rapport des commissaires aux comptes.
236 J 27 Pouvoirs, demandes d'envoi de documents, imprimés.
- 236 J 28 Conseil d'administration : procès-verbaux.

1978 - 1985

Direction

- 236 J 29 Plan de redressement et d'apurement collectif du passif réalisé par Denis Valentin (9 septembre 1977). Diagnostic et plan à court et moyen terme (10 décembre 1977). Plan de redressement demandant l'accord du tribunal de commerce de Lyon et des actionnaires (20 décembre 1977). Rapport sur l'examen limite des comptes de la société au 31 décembre 1977 par le cabinet Pirolli (s.d.). Plan de redressement révisé (3 avril 1978). Plan de restructuration (actualisation du plan homologué par le tribunal) présenté par François Gadot-Clet (7 juin 1978). Étude de réorganisation du secteur des armes de chasse, de tir et de défense par SERI Renault (décembre 1978). Étude sur les activités de fabrication par le cabinet Ouroumoff et associés comprenant une étude sur la division des produits manufacturés et un plan social (22 janvier 1979). Synthèse du rapport diagnostic (17 février 1979). Note complémentaire au rapport diagnostic (9 mars 1979).

1977 - 1979

- 236 J 30 Dossiers d'affaires : correspondance. Banques (1976-1980). PTT, EDF, GDF (1979-1984). Agence commerciale des télécommunications (1979-1981). Comité d'entreprise. Sinistre du magasin de Nouméa suite au cyclone Cliff (1981). INSEE : bulletins d'identification au répertoire national des entreprises (1981). Gardiennage du Cours Fauriel (1981). Sinistre de l'agence de Cannes (1981). Sinistre de l'agence de Marseille. Sinistre de l'agence de Vienne (1981). Société professionnelle des papiers de presse (1981). Agence de Cayenne (1981-1982). Commissaire aux comptes (1981-1984). Dossier Clients (1981-1985). Gardiennage Molina par la BCN (1981-1984). Honoraires de Maître Cochet (1981-1984). Honoraires de Maître Graublat (1981-1984). Archives du local Duché (1982). Nomination de Maître Besançon (1982). Rénovation du cadastre de Saint-Étienne (1982). Inscriptions hypothécaires et nantissements.

1979 - 1985

- 236 J 31 Incident du 30 janvier 1981¹ : plaintes, duplicatas de factures brûlées, correspondance.
1981
- 236 J 32 Mission d'assistance de la *FIDAL (Société juridique et fiscale de France)* : contrat, correspondance, dossiers suivis.
1983 - 1988
- 236 J 33 Coupures de presse concernant *Manufrance* et la *SCOPD-Manufrance*.
1983 - 1993
- 236 J 34 - 39 Relations avec la *Société nouvelle Manufrance*.
1979 - 1997
- 236 J 34 Location-gérance.- Contrat de location-gérance original, projet et avenant (1979). Relation entre *Manufrance* et la *Société nouvelle Manufrance* : notes, correspondance (1979-1981). Contrôle des commissaires aux comptes : comptes rendus, notes, rapport (1979-1980).
1979 - 1981
- 236 J 35 Liquidation des biens de la *Société nouvelle Manufrance* : correspondance, notes, copies de jugement, copies de requêtes, procès-verbal de constat, dossiers d'affaires, état des créances, dossier de contentieux concernant le courrier.
1980 - 1997
- 236 J 36 Quittances subrogatives des salariés de la *Société nouvelle Manufrance* envers la S.A *Manufrance*.
Documents brûlés.
1980
- 236 J 37 Dossier de production de créances de la *Société nouvelle Manufrance* : comptes rendus de réunion, notes, correspondance, copies de jugements, bordereau de production de créances, copie du contrat de location-gérance.
1985 - 1994
- 236 J 38 Créances sur salaires pour la liquidation de la *Société nouvelle Manufrance* : états des créances réalisés par le groupe d'experts comptables Révision et personnel.
État annexe des créances « superprivilégiées », état annexe des créances privilégiées et chirographaires, état justificatif de la subrogation de l'ASSEDIC de Saint-Étienne dans les droits des salariés.
[1980]

¹ Des salariés de *Manufrance* pénètrent dans les bureaux du syndic et brûlent les archives.

- 236 J 39 Créances déclarées par les organismes sociaux et incombant à *Manufrance* : état et état complémentaire, bordereaux d'envoi, pièces justificatives, correspondance.
1994 - 1997
- 236 J 40 Relations avec le groupe *Bernard Tapie*.- Copie de la correspondance envoyée. Remboursement des frais de Bernard Tapie : correspondance, factures.
1980 - 1985
- 236 J 41 - 44 Relations avec la *SCOPD-Manufrance*.
1981 - 1997
- 236 J 41 Location-gérance.- Contrat : proposition de la *SCOPD-Manufrance*, copie du contrat et des avenants, correspondance avec le cabinet Charras. Locaux : rapport d'expertise du cabinet Roux, correspondance. Gestion diverse : photocopies de courriers retransmis à la *SCOPD-Manufrance*, correspondance.
1981 - 1983
- 236 J 42 - 43 Gestion du contentieux.
1981 - 1997
- 236 J 42 Sommes dues par la SCOPD à Manufrance : copies de factures, copies de jugements, conclusions, notes, correspondance.
1981 - 1990
- 236 J 43 Utilisation du nom commercial (1981). Vente illégale de véhicules (1982-1984). Dossier *Manufrance* contre la *SCOPD-Manufrance* et *Manumag* (1982-1984). Créances de la *SCOPD-Manufrance* (1981-1997).
1981 - 1997
- 236 J 44 Liquidation des biens : copies de jugement, correspondance, rapports Paillard-Prioret.
1985 - 1997
- 236 J 45 - 52 Envoi de documents au procureur de la République de Saint-Étienne le 11 juin 1997 en réponse à la dépêche du Garde des Sceaux du 27 février 1997².
1973 - 1998

² Mentionnés sur les boîtes par le liquidateur "documents envoyés à la Cour des comptes".

- 236 J 45 Rapport détaillé sur la procédure (règlement judiciaire et de la liquidation des biens), copies du jugement d'ouverture de la procédure du 7 février 1979 (règlement judiciaire) et du jugement de la conversion du règlement judiciaire en liquidation de biens du 19 février 1986, liste des actifs réalisés du 7 février 1979 au 22 mai 1997, plaquettes des assemblées générales (1978-1985), dossier d'expédition des contrats de travail du personnel *Manufrance* demandés par Maître Froehlich, mandataire judiciaire à Mulhouse (1997-1998).
1973 - 1997
- 236 J 46 Copies des jugements et ordonnances concernant les actifs cédés.
1977 - 1984
- 236 J 47 Inventaire du règlement judiciaire.
[1979]
- 236 J 48 Catalogue de la vente aux enchères publiques.
1988
- 236 J 49 - 50 États financiers.
1987 - 1998
- 236 J 49 Exercices 1986-1990.
1987 - 1991
- 236 J 50 Exercices 1991-1997.
1992 - 1998
- 236 J 51 Documentation fiscale relative aux exercices 1986-1987, liste des actifs réalisés du 7 février 1979 au 22 mai 1997, liste des actifs réglés par l'intermédiaire de la comptabilité du notaire Valancogne, comptes de la liquidation du 1^{er} janvier au 21 décembre 1986.
1987 - 1997
- 236 J 52 États des créances vérifiées (5 mars 1980) et états des créances modificatifs et complémentaires (25 novembre 1981, 6 septembre 1982, 31 décembre 1982, 24 août 1984, 1^{er} juin 1990).
1980 - 1990

LITIGES ET CONTENTIEUX

- 236 J 53 - 57 Contentieux concernant le règlement des 10% pré-retraite.
1973 - 1994
- 236 J 53 Dossier de l'assurance pré-retraite "L'Abeille".
1973 - 1978
- 236 J 54 Bordereaux de production de créances.
1980

- 236 J 55 Dossier défendu par Maître Cochet : convocation devant le Conseil des prud'hommes, correspondance, copie des minutes de jugement, notification de pourvoi en cassation, notification de contredits.
1982
- 236 J 56 Copies de minutes de jugement.
1982
- 236 J 57 Dossiers de contentieux individuels contre Manufrance.
1984 - 1994
- 236 J 58 - 59 Contentieux avec *l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (AGS)* : états des créances, dossier de procédure de justice, plaidoiries et conclusions des avocats, notification de décision de justice, notification de pourvoi en cassation, correspondance.
1981 - 1989
- 236 J 58 1981-1984.
236 J 59 1985-1989.
- 236 J 60 Contentieux avec l'URSSAF : copies de jugements et d'arrêts, notes, correspondance.
1988 - 1993
- 236 J 61 Contentieux sur les salaires. Affaires Chapuy, Fontvieille, Genthon, Haon, Masson, Perraud, Pubilier Hourdou et Margirier.
1974 - 1986
- 236 J 62 - 63 Contentieux fiscal.
1975 - 1994
- 236 J 62 Demande de dégrèvement et d'allègement de la taxe professionnelle : copies d'avis d'imposition, rapport sur la situation de *Manufrance*, correspondance (1975-1983). Demande de dégrèvement sur l'impôt sur les sociétés : avis de dégrèvement, correspondance (1983-1984).
Concerne les taxes professionnelles de 1975 à 1980.
1975 - 1984
- 236 J 63 Demande de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée : jugement du tribunal administratif de Lyon, dossier de contentieux, correspondance.
1988 - 1994
- 236 J 64 - 66 Contentieux concernant la division des points de vente.
1978 - 1980
- 236 J 64 Factures non réglées en 1980.
1979 - 1980
- 236 J 65 - 66 Dossiers de litige non réglés avec le SERNAM.
1978 - 1979

- 236 J 65 Magasins d'Arles à Troyes. 1978 - 1979
- 236 J 66 Magasins de Valence et de Paris-Chevilly-la-Rue. 1978 - 1979
- 236 J 67 - 78 Dossiers d'affaires contentieuses. 1975 - 1997
- 236 J 67 Affaire Benelli (1978-1981). Affaire Institut Pasteur (1975-1977). Affaire Guillaume (1981-1984). 1975 - 1984
- 236 J 68 Affaire Linder. 1975 - 1981
- 236 J 69 Affaire Distribution fabrication marketing (DFM). 1978 - 1981
- 236 J 70 Contentieux avec la ville de Saint-Étienne concernant la dette sur la masse des créanciers (1981). Contentieux avec l'URSSAF (1981-1984). Affaire Cassagneau (incendie du magasin de Sète) (1981-1989). 1981 - 1989
- 236 J 71 Affaire Poulidor. 1987 - 1997
- 236 J 72 Contentieux avec les éditions Belfond concernant la publication du catalogue Manufrance de 1913. 1988 - 1994
- 236 J 73 - 76 Affaire TJ Marques. 1990 - 1993
- 236 J 73 Dossier du syndic. 1990 - 1993
- 236 J 74 - 76 Dossier de l'avocat. 1990 - 1993
- 236 J 74 Pièces préparatoires. 1990 - 1993
- 236 J 75 Dossier de l'audience du 16 octobre 1990. 1990 - 1993
- 236 J 76 Dossier de l'audience du 17 septembre 1992. 1990 - 1993
- 236 J 77 Affaires contre différents administrateurs (1992-1996). Recouvrement de créances : dossiers anciens soldés (1991-1993). 1991 - 1996
- 236 J 78 Contentieux avec la SNCF : copies de décisions de justice, mémoires, pourvoi en cassation, copie de l'arrêt rendu par la Cour de cassation, correspondance. 1981 - 1987

GESTION DU PERSONNEL

- 236 J 79 - 82 Gestion du personnel des magasins de Paris et Chevilly-la-Rue : dossiers individuels. 1950 - 1980
- 236 J 79 A - C. 1966 - 1980
- 236 J 80 D - H. 1952 - 1980
- 236 J 81 J - N. 1964 - 1980
- 236 J 82 O - V. 1950 - 1980
- 236 J 83 - 87 Rémunération et cotisations sociales. 1976 - 1996
- 236 J 83 Livres de paie. 1976 - 1979
- 236 J 84 - 86 Dossiers de déclaration des cotisations sociales, bulletins de paie, correspondance, tableaux de calculs. 1978 - 1996
- 236 J 84 1978-1983.
- 236 J 85 1984-1989.
- 236 J 86 1990-1996.
- 236 J 87 Dossier concernant les concierges. 1977 - 1984

AFFAIRES FINANCIÈRES

- 236 J 88 Prêts accordés.
Concerne : Prêt de la *société de développement régional du Sud-Est* (1974-1982). Crédit à moyen terme de 10 millions de francs auprès du *Crédit national* (1975-1976). 1974 - 1982
- 236 J 89 Gestion des contrats en cours : correspondance, copies de contrats.
Concerne : Contrats avec les entreprises EDF-GDF, Nashua, Natel, Ordinabail, Saten, Sogeti, Postes et télécommunications, SERNAM, Service de la voirie de la Ville de Lyon, Services techniques de la Ville de Saint-Étienne, Société fiduciaire continentale. 1979 - 1980
- 236 J 90 Dossiers concernant les banques.- Attribution de pouvoirs en matière bancaire : correspondance. Ouverture d'un compte à terme : correspondance. 1979 - 1980

COMPTABILITÉ

- 236 J 91 - 92 Bilans et documentation fiscale des exercices comptables.
1981 - 1990
- 236 J 91 Exercices 1980-1983.
1981 - 1984
- 236 J 92 Exercices 1984-1985, exercices 1988 - 1989.
1985 - 1990
- 236 J 93 - 96 Gestion comptable de 1955 à 1976.
1955 - 1976
- 236 J 93 Grand-livre tenu sur fiches mécanographiques (Classe 2).
1955 - 1973
- 236 J 94 - 96 Grand-livre tenu sous fiches Nixdorf (Classes 1 et 2).
1974 - 1976
- 236 J 94 1974
236 J 95 1975
236 J 96 1976
- 236 J 97 - 121 Gestion comptable de 1979 à 1995.
1979 - 1995
- 236 J 97 - 102 Grand-livre.³
1980 - 1989
- 236 J 97 1980
236 J 98 1981
236 J 99 1982
236 J 100 1983
236 J 101 1984
236 J 102 1985, 1988 et 1989
- 236 J 103 - 109 Fiches d'opérations comptables, pièces justificatives.
1986 - 1995
- 236 J 103 - 104 1986
236 J 103 Janvier-septembre.
236 J 104 Octobre-décembre.
- 236 J 105 - 106 1987
236 J 105 Janvier-novembre.
236 J 106 Décembre.
- 236 J 107 1990
236 J 108 1991
236 J 109 1992 - 1995

³ Document relié comprenant une édition du grand livre, des balances, du compte de résultats, des journaux auxiliaires.

- 236 J 110 Journal de caisse (1979-1984, 1981-1984), livre d'inventaire (1981-1984).
1979 - 1984
- 236 J 111 - 121 Dossiers individuels des comptes : tableaux de calculs, pièces justificatives.
1979 - 1985
- 236 J 111 1979 : comptes 100000 à 269000.
- 236 J 112 - 119 1980 - 1985.
- 236 J 112 Comptes n° 105200 - 163009.
- 236 J 113 Comptes n° 182001 - 214900.
- 236 J 114 Comptes n° 215000 - 410990.
- 236 J 115 Comptes n° 411000 - 436850.
- 236 J 116 Comptes n° 436855 - 460030.
- 236 J 117 Comptes n° 460031 - 468600.
- 236 J 118 Comptes n° 468700 - 560303.
- 236 J 119 Comptes n° 560312 - 846000.
- 236 J 120 - 121 Comptes 468005 et 468006.
Concernent les litiges SNCF et SERNAM.
1979 - 1985
- 236 J 120 Partie 1.
- 236 J 121 Partie 2.

GESTION DES BIENS ET LIQUIDATION

Généralités

- 236 J 122 Décisions judiciaires.- Période précédant le placement en redressement judiciaire : copie du jugement de suspension provisoire du 31 mai 1977, copie du jugement d'homologation du plan proposé du 30 septembre 1977, correspondance (1977). Période du règlement judiciaire : copie des jugements des 7 et 9 février 1979, exemplaires du rapport au juge commissaire en application de l'article 30 du décret du 22 décembre 1967 et pièces préparatoire, dossier de conversion du règlement judiciaire en liquidation de biens comprenant la copie du jugement du 19 février 1986.
1977 - 1986
- 236 J 123 Gestion du redressement judiciaire : correspondance.
1979
- 236 J 124 Honoraires des syndicats.
1979 - 1998
- 236 J 125 État provisoire de l'actif et du passif au 6 février 1979. État du stock au 18 juin 1979 (documents brûlés).
1979

236 J 126 Dossier d'échanges avec Maître Cochet avocat et dossier des courriers échangés avec le juge Plaine et les syndicats Dutrievoz et Rossignol.

1980 - 1989

236 J 127 - 129 Vente aux enchères publiques.

1981 - 1994

236 J 127 Vente du matériel : correspondance avec les commissaires priseurs et avec les acquéreurs potentiels (1981-1985). Vente des marques, brevets et modèles de *Manufrance* du 20 juin 1988 : rapport de synthèse préalable à la vente aux enchères publiques, correspondance, coupure de presse, publicité, dossier de presse, état des marques *Manufrance* (1988).

1981 - 1988

236 J 128 Catalogue de la vente aux enchères.
Contient une épreuve.

1988

236 J 129 Gestion de l'après-vente aux enchères : demande de renouvellement de marque, correspondance avec le cabinet Charras, factures.

1988 - 1994

236 J 130 Documents de travail de Maître Euchin dans le cadre de la clôture de la liquidation de biens.

1997

Immeubles et matériel

236 J 131 - 143 Affaires générales.

1976 - 1994

236 J 131 Assurances.- Gestion de sinistres et résiliation : contrats, avenants, correspondance.

1980 - 1985

236 J 132 - 133 Cautionnement et inscription hypothécaire.

1976 - 1994

236 J 132 Dossiers de cautionnement (1976-1979), dossier concernant les mainlevées d'hypothèques auprès du Crédit national et du Crédit Foncier de France (1981-1994).

1976 - 1994

236 J 133 Dossiers d'inscription hypothécaire.

1979 - 1981

- 236 J 134 Amortissement des biens : tableaux d'amortissement (1957-1976, tableaux terminés en 1984), tableaux des rapprochements effectués à effectuer (1964-1976). Matériel automobile : état du matériel, tableaux d'amortissement (1962-1977).
Dont tableaux d'amortissement des bâtiments. 1957 - 1984
- 236 J 135 - 140 Réévaluation des biens au 31 décembre 1976. 1979 - 1980
- 236 J 135 - 137 Registres récapitulatifs. 1979 - 1980
- 236 J 135 Agencements et installations. 1979 - 1980
- 236 J 136 Matériel mécanique des ateliers. 1979 - 1980
- 236 J 137 Matériel et outillage. Terrains, constructions, matériel de transport, mobilier et matériel administratif, droits aux baux. 1979 - 1980
- 236 J 138 - 140 Tableaux de calcul, tableaux d'amortissement, correspondance. 1979 - 1980
- 236 J 138 Terrains.
Comprend également des tableaux de répartition de l'écart de réévaluation et la récapitulation générale de réévaluation. 1979 - 1980
- 236 J 139 Matériel et outillage. 1979 - 1980
- 236 J 140 Agencements et installations, constructions, matériels de transport, mobilier et matériels administratifs, immobilisations des succursales d'outre-mer. 1979 - 1980
- 236 J 141 - 143 Expertise sur la valeur vénale et la valeur d'utilité des biens par le cabinet Roux. 1977 - 1986
- 236 J 141 Rapport d'expertise sur la valeur vénale de divers immeubles.
Contient un double. 1977
- 236 J 142 Rapport d'expertise sur la valeur d'utilité des immeubles, droits aux baux et matériels.
Comprend le dossier préparatoire. 1978

- 236 J 143** Rapport d'expertise sur la valeur vénale des biens immobiliers *Le Garden* et *La Mulatière* (novembre 1983). Rapport d'expertise sur la valeur vénale des biens immobiliers Cours Fauriel et avenue Lassaigue (mai 1981). Rapport sur la valeur d'utilité du matériel (mai 1981). Rapport d'expertise sur la valeur vénale du dépôt Duché (janvier 1982). Liste des lots et de leur valeur [1986].
1981 - 1986
- 236 J 144 - 157** Magasins de vente, agences et succursales.
1979 - 1989
- 236 J 144 - 149** Magasins de vente.
Notamment copies de bail, copies de règlement de solde, correspondance.
1979 - 1983
- 236 J 144** Aix-en-Provence, Angers, Arles, Avignon, Béziers, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Cannes, Chevilly-Larue, Clermont-Ferrand, Dijon.
1979 - 1983
- 236 J 145** Grenoble, Lille, Lons-le-Saunier, Lyon, Nancy, Nantes.
1981 - 1982
- 236 J 146** Nice, Nîmes, Paris, Le Puy-en-Velay, Roanne, Rouen.
1981 - 1982
- 236 J 147** Mâcon, Marseille, Metz, Montauban, Montélimar.
1981 - 1982
- 236 J 148** Nancy, Paris, Saint-Martin-d'Hères, Toulon, Toulouse.
1981 - 1982
- 236 J 149** Tours, Troyes, Valence, Vichy, Vienne, Villefranche-sur-Saône.
1981 - 1982
- 236 J 150 - 151** Agences agréées.
Notamment dossiers de créances soldées.
1977 - 1989
- 236 J 150** Ambert, Aubenas, Castres, Condrieu, Saint-Omer.
1977 - 1984
- 236 J 151** Cognac, Nevers, Perpignan, Prades.
1977 - 1989
- 236 J 152 - 153** Magasins d'Outre-Mer.
1980 - 1984
- 236 J 152** Baux des magasins (1974-1980), dossiers de vente des succursales (1982-1984).
1974 - 1984
- 236 J 153** Dossiers des magasins.
Comprennent notamment des pièces de comptabilité, des avis de dégrèvement, des copies de chèques et de la correspondance.
1980 - 1984

- 236 J 154 - 157 Cession des magasins à Segero-Dollé. 1981 - 1989
- 236 J 154 Organisation et gestion : correspondance, ordonnances, projets d'acte. 1981 - 1988
- 236 J 155 Propositions d'achat de magasins : correspondance, états des propositions, lettres circulaires. 1981 - 1984
- 236 J 156 Contentieux concernant les créances de *l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (AGS)* et le magasin de Paris : correspondance. 1983 - 1989
- 236 J 157 Dossiers par magasins (Bordeaux, Le Puy, Valence, Cusset-Vichy, Nantes, Nancy). 1983 - 1986

236 J 158 - 161 Bâtiments cours Fauriel, entrepôts de Molina et de Duché. 1981 - 1997

- 236 J 158 Locaux de Manufrance à Saint-Étienne.- Gestion courante : contrat de nettoyage des locaux, contrat de gardiennage, prêt des bâtiments pour une soirée et le tournage d'un film, correspondance (1985-1986). Vente des immeubles : actes de vente, jugement du tribunal de commerce, correspondance (1986-1988). Assurance multirisques des bureaux des syndic et de l'immeuble Le Garden : contrat, dossier de sinistre, correspondance (1984-1997). 1985 - 1997

236 J 159 - 160 Entrepôt Molina. 1981 - 1985

- 236 J 159 Dossier de gestion courante. 1981 - 1985

- 236 J 160 Dossier de vente. 1982 - 1984

- 236 J 161 Entrepôt Duché.- Vente à la ville de Saint-Étienne : notes, copies de jugements, copie de l'acte de vente, correspondance. 1981 - 1992

Marques, brevets et modèles

236 J 162 - 165 Relations avec le cabinet Charras (conseil en propriété industrielle) pour la gestion des brevets Manufrance. 1981 - 1988

- 236 J 162 Brevets déposés : titres officiels, quittances réglées au cabinet Charras. 1981 - 1982

- 236 J 163 - 165 Correspondance et notes de frais. 1981 - 1988
- 236 J 163 1981-1984.
 236 J 164 1985-1986.
 236 J 165 1987-1988.

Vente par correspondance et le Chasseur français

- 236 J 166 Tierce opposition aux jugements du 19 décembre 1980 concernant la mise en location gérance de la vente par correspondance et du Chasseur français : copies de jugement, dossier d'appel, correspondance. 1981 - 1982
- 236 J 167 - 168 Location-gérance de la vente par correspondance à MOVITEX. 1980 - 1987
- 236 J 167 Contrat et avenants, copies de jugements, protocoles d'accord, correspondance. 1980 - 1987
- 236 J 168 Dossier de contentieux et pourvoi en cassation, correspondance, notes. 1981 - 1992
- 236 J 169 - 175 *Le Chasseur français.* 1980 - 1997
- 236 J 169 Abonnement et dépôts : bordereaux de remise de chèques et mandats (novembre-décembre 1980). 1980
- 236 J 170 - 172 Comptabilité : fiches d'opérations comptables, pièces justificatives. 1980 - 1981
- 236 J 170 Novembre - décembre 1980.
 236 J 171 Janvier 1981.
 236 J 172 Février - octobre 1981.
- 236 J 173 - 174 Location-gérance. 1980 - 1986
- 236 J 173 Correspondance, état des dépenses, états des stocks, bordereaux d'encaissement des abonnements, comptes rendus mensuels de distribution, dossier de contentieux avec la ville de Saint-Étienne comprenant des copies d'assignation et de jugements. 1980 - 1982
- 236 J 174 Correspondance. 1983 - 1986

- 236 J 175 Cession : dossier établi par JURIFIB, correspondance, copies d'actes.
Comprend notamment des copies de l'acte sous seing privé du 22 mai 1986 sur la réalisation définitive de la cession du "*Chasseur français*", du contrat de location gérance, des jugements.
- 1981 - 1997

Titres de participation et de placement

- 236 J 176 Dossiers par sociétés.
Concerne : *Groupement pour la modernisation de la distribution, Société économique immobilière de Saint-Étienne, Mutuelle assurance cycles et motocycles, Compagnie immobilière de la ville de Saint-Étienne, Société anonyme immobilière du Rond-point, Société anonyme foncière stéphanoise, Centre national des industries et des techniques, Société immobilière de la place d'Alliance.*
- 1983 - 1984

- 236 J 177 - 179 Immobilisations diverses.
- 1977 - 1978

- 236 J 177 - 178 1977
236 J 177 Divers comptes dont compte N° 214000.
236 J 178 Compte n° 216200.
236 J 179 1978

- 236 J 180 - 183 Cessions d'immobilisations.
- 1982 - 1992

- 236 J 180 - 181 1982
236 J 180 Toutes cessions.
236 J 181 Cession *Segero-Dolle*.
236 J 182 1983 - 1984
236 J 183 1985 - 1987
Comprend un dossier sur la cession de l'immeuble Le Garden (1985-1992) et un dossier sur la vente d'un terrain rue Déchaud (1990-1992).
- 1985 - 1992

Recouvrement de créances

- 236 J 184 - 220 Recouvrement de créances par *COGIREC*.
- 1979 - 1983
- 236 J 184 - 185 Enregistrement des créances : fiches individuelles.
- 1979 - 1981
- 236 J 184 Classement alphabétique.⁴
- 1979 - 1980

⁴ Documents brûlés.

- 236 J 185 Classement chronologique. 1979 - 1981
- 236 J 186 États mensuels des débiteurs. 1979 - 1981
- 236 J 187 Listes des dossiers de débiteurs gérés par *COGIREC*. 1979 - 1983
- 236 J 188 - 218 Dossiers individuels de débiteurs classés par ordre alphabétique. 1979 - 1981
- 236 J 188 A - Aub.
- 236 J 189 Aux - Ben.
- 236 J 190 Ber - Bon.
- 236 J 191 Bor - Bu.
- 236 J 192 Ca- Chap.
- 236 J 193 Char - Coj.
- 236 J 194 Col - Deb.
- 236 J 195 Dec - Des.
- 236 J 196 Deu - Du.
- 236 J 197 Ea - Fo.
- 236 J 198 Fr - Gi.
- 236 J 199 Go - Gu.
- 236 J 200 Ha - Hos.
- 236 J 201 Hou - K.
- 236 J 202 La.
- 236 J 203 Le - Lep.
- 236 J 204 Ler - Man.
- 236 J 205 Mar - Mas.
- 236 J 206 Mat - Mig.
- 236 J 207 Mil - Mor.
- 236 J 208 Mou - N.
- 236 J 209 O - Pel.
- 236 J 210 Per - Pic.
- 236 J 211 Pie - Q.
- 236 J 212 Ra - Rin.
- 236 J 213 Rio - Ron.
- 236 J 214 Ros - Sa.
- 236 J 215 Sc - St.
- 236 J 216 Su - Tk
- 236 J 217 To - Ve.
- 236 J 218 Vi - Z.
- 236 J 219 - 220 Gestion des débiteurs. 1980 - 1983
- 236 J 219 Fiches individuelles d'intervention. 1980
- 236 J 220 Correspondance, pièces de gestion, dossiers divers. 1980 - 1983

236 J 221 - 222	Recouvrement de créances par l'Assistance pour le marché commun (APCM): honoraires, bordereaux de remise de chèque, correspondance.	1980 - 1995
236 J 221	Partie 1. ⁵	1980 - 1995
236 J 222	Partie 2.	1981 - 1995

Règlement de créances

236 J 223 - 226	États des créances.	1980
236 J - 223	État des créances par ordre alphabétique (29 février 1980).	
236 J 224	État des créances par ordre numérique (28 février 1980).	
236 J 225	État des créances par ordre numérique (28 février 1980). État double.	
236 J 226	État des créances par ordre numérique (juillet 1980). ⁶	
236 J 227	État des tiers, liste des fournisseurs n'ayant pas produit.	1980
236 J 228	Modification de l'état des créances : correspondance, pièces justificatives. ⁷	1980 - 1985
236 J 229	Propositions concordataires : projet, notes, listes de créanciers, correspondance.	1983 - 1985
236 J 230	Règlement des créances privilégiées : états, bordereaux de transmission, correspondance.	1995 - 1997

⁵ Un dossier comprend des documents brûlés.

⁶ Document de travail utilisé pour l'analyse.

⁷ Documents brûlés.

236 J 231 Remboursement de créances.- Remboursement de créances envers le Pool bancaire : correspondance (1991-1994). Remboursement de créances nées de l'étranger (sommes dues à la Société générale) : billets d'ordre, échéanciers, correspondance (1976-1979).

1976 - 1994

236 J 232 - 366 Dossiers individuels de production de créances classés par numéros.

Composés de pièces justificatives et de correspondance diverse.

1979 - 1980

- 236 J 232 N° 1 à 50-7.
- 236 J 233 N° 55-8 à 98-1.
- 236 J 234 N° 101-5 à 131-7.
- 236 J 235 N° 132-5 à 175-9.
- 236 J 236 N° 176-7 à 225-9.
- 236 J 237 N° 226-7 à 259-3.
- 236 J 238 N° 260-7 à 297-6.
- 236 J 239 N° 300-0 à 355-7.
- 236 J 240 N° 358-1 à 389-1.
- 236 J 241 N° 390-5 à 429-4.
- 236 J 242 N° 431-6 à 447-2.
- 236 J 243 N° 448-0 à 490-1.
- 236 J 244 N° 491-0 à 529-0.
- 236 J 245 N° 530-4 à 574-6.
- 236 J 246 N° 576-2 à 617-3.
- 236 J 247 N° 619-0 à 654-8.
- 236 J 248 N° 656-4 à 716-1.
- 236 J 249 N° 718-8 à 766-8.
- 236 J 250 N° 767-6 à 796-0.
- 236 J 251 N° 799-4 à 828-1.
- 236 J 252 N° 829-0 à 875-3.
- 236 J 253 N° 876-1 à 903-2.
- 236 J 254 N° 905-9 à 937-7.
- 236 J 255 N° 939-3 à 978-4.
- 236 J 256 N° 979-2 à 1005-7.
- 236 J 257 N° 1006-5 à 1030-8.
- 236 J 258 N° 1031-6 à 1065-0.
- 236 J 259 N° 1066-9 à 1090-1.
- 236 J 260 N° 1091-0 à 1133-9.
- 236 J 261 N° 1136-3 à 1190-8.
- 236 J 262 N° 1193-2 à 1208-4.
- 236 J 263 N° 1210-6 à 1255-6.
- 236 J 264 N° 1256-4 à 1286-6.
- 236 J 265 N° 1287-4 à 1317-0.
- 236 J 266 N° 1318-8 à 1360-9.
- 236 J 267 N° 1361-7 à 1404-4.
- 236 J 268 N° 1406-0 à 1451-6.
- 236 J 269 N° 1452-4 à 1501-6.
- 236 J 270 N° 1503-2 à 1547-4.

236 J 271 N° 1548-2 à 1575-0.
236 J 272 N° 1576-8 à 1615-2.
236 J 273 N° 1616-0 à 1677-2.
236 J 274 N° 1678-0 à 1710-8.
236 J 275 N° 1712-4 à 1769-8.
236 J 276 N° 1773-6 à 1817-1.
236 J 277 N° 1820-1 à 1859-7.
236 J 278 N° 1860-0 à 1891-0.
236 J 279 N° 1892-9 à 1903-8.
236 J 280 N° 1904-6 à 1932-1.
236 J 281 N° 1933-0 à 1970-4.
236 J 282 N° 1971-2 à 2010-9.
236 J 283 N° 2011-7 à 2050-8.
236 J 284 N° 2051-6 à 2077-0.
236 J 285 N° 2079-6 à 2133-4.
236 J 286 N° 2135-0 à 2190-3.
236 J 287 N° 2191-1 à 2254-3.
236 J 288 N° 2257-8 à 2327-2.
236 J 289 N° 2331-0 à 2365-5.
236 J 290 N° 2366-3 à 2394-9.
236 J 291 N° 2395-7 à 2446-5.
236 J 292 N° 2447-3 à 2493-7.
236 J 293 N° 2494-5 à 2546-1.
236 J 294 N° 2547-0 à 2588-7.
236 J 295 N° 2590-9 à 2637-9.
236 J 296 N° 2638-7 à 2674-3.
236 J 297 N° 2676-0 à 2707-3.
236 J 298 N° 2708-1 à 2758-8.
236 J 299 N° 2759-6 à 2814-2.
236 J 300 N° 2816-9 à 2858-4.
236 J 301 N° 2861-4 à 2891-6.
236 J 302 N° 2893-2 à 2934-3.
236 J 303 N° 2936-0 à 2982-3.
236 J 304 N° 2983-1 à 3010-4.
236 J 305 N° 3013-9 à 3052-0.
236 J 306 N° 3054-6 à 3090-2.
236 J 307 N° 3092-9 à 3134-8.
236 J 308 N° 3135-6 à 3167-4.
236 J 309 N° 3168-2 à 3229-8.
236 J 310 N° 3230-1 à 3276-0.
236 J 311 N° 3277-8 à 3322-7.
236 J 312 N° 3323-5 à 3360-0.
236 J 313 N° 3361-8 à 3415-0.
236 J 314 N° 3416-9 à 3448-7.
236 J 315 N° 3449-5 à 3482-7.
236 J 316 N° 3483-5 à 3529-7.
236 J 317 N° 3532-7 à 3565-3.
236 J 318 N° 3567-0 à 3616-1.
236 J 319 N° 3617-0 à 3652-8.
236 J 320 N° 3653-6 à 3720-6.

236 J 321 N° 3728-1 à 3936-5.
236 J 322 N° 3947-0 à 6067-4.
236 J 323 N° 6069-0 à 6143-3.
236 J 324 N° 6144-1 à 6200-6.
236 J 325 N° 6202-2 à 6269-3.
236 J 326 N° 6272-3 à 6330-4.
236 J 327 N° 6332-0 à 6384-3.
236 J 328 N° 6386-0 à 6431-9.
236 J 329 N° 6492-0 à 6544-7.
236 J 331 N° 6545-5 à 6606-0.
236 J 332 N° 6607-9 à 6670-2.
236 J 333 N° 6673-7 à 6755-5.
236 J 334 N° 6756-3 à 6810-1.
236 J 335 N° 6811-0 à 6869-1.
236 J 336 N° 6871-3 à 6915-0.
236 J 337 N° 6916-0 à 7030-0.
236 J 338 N° 7031-0 à 7597-3.
236 J 339 N° 7600-7 à 7745-3.
236 J 340 N° 7749-6 à 8014-4.
236 J 341 N° 8016-0 à 8070-5.
236 J 342 N° 8071-3 à 8119-1.
236 J 343 N° 8123-0 à 8189-0.
236 J 344 N° 8190-0 à 8365-8.
236 J 345 N° 8366-6 à 8483-2.
236 J 346 N° 8485-9 à 8585-5.
236 J 347 N° 8589-8 à 8693-2.
236 J 348 N° 8697-5 à 8755-6.
236 J 349 N° 8757-2 à 8778-0.
236 J 350 N° 8779-0 à 8953-0.
236 J 351 N° 700001 à 700057.
236 J 352 N° 700058 à 710215.
236 J 353 N° 710216 à 710260.
236 J 354 N° 710261 à 710290.
236 J 355 N° 710291 à 720020.
236 J 356 N° 720021 à 750055.
236 J 357 N° 750056 à 752030.
236 J 358 N° 752031 à 753010.
236 J 359 N° 753011 à 754040.
236 J 360 N° 754041 à 756032.
236 J 361 N° 756033 à 761020.
236 J 362 N° 761021 à 765021.
236 J 363 N° 765023 à 768025.
236 J 364 N° 768026 à 769020.
236 J 365 N° 769021 à 772006.
236 J 366 N° 100040 à 104410.

DOCUMENTS BRÛLÉS LE 30 JANVIER 1981 ET MIS À PART

236 J 367 Ventes de logements : notes, correspondance (1980-1981). Résiliation avec la CAREP dans le cadre du dossier de la pré-retraite : correspondance (1979-1980). Copies de lettres adressées au juge Plaine (1979). Entrepôt de la rue Poÿlo : correspondance concernant la réfection de l'enceinte, la vente et le logement du gardien (1979-1980). Requêtes et ordonnances du juge-commissaire (1979-1980). Relations avec l'huissier Maître Berger : copie de procès-verbaux de constat, correspondance (1979-1981). Vérification des créances : notes, procédures mises place, correspondance [1979-1980]. Occupation des locaux : notes juridiques, correspondance (1979). Contentieux avec la Société nouvelle : assignation, notes envoyées aux avocats (1980). Relations avec la Société nouvelle : correspondance (1979-1980). Relations avec les établissements bancaires : correspondance (1979-1980). Prêt accordé par le Crédit foncier de France : relevés de compte, correspondance (1979). Litige comptable concernant le magasin de Nîmes : notes, correspondance (1979-1980). Terrain de Ludres : correspondance (1980). Magasin de Béziers : bail (1980). Créanciers.- Relevés de forclusion : assignations, déclarations d'appel (1979-1980).

1979 - 1981

236 J 368 Licenciements : protocoles d'accords, notes, correspondance, listes nominatives (1979). Litige Coskun concernant l'éclatement d'un fusil : assignation, correspondance (1978-1980). Dossier 1% construction (1979-1980). Licenciements et créances sur salaires : dossiers de contentieux, correspondance (1979-1982). Gestion du règlement judiciaire : correspondance diverse (1979-1980). Prêts auprès de la Société de développement régional du Sud-Est : extraits d'actes, correspondance (1974-1978).

1974 - 1982